

Santé/ Don d'un appareil de comptage CD4 de la mairie de Libreville à l'hôpital égypto-gabonais

Pour le suivi des personnes vivant avec le VIH

R.H.A

Libreville/ Gabon

LA mairie de Libreville a offert, hier, un appareil CD4 à l'hôpital de la coopération égypto-gabonais, sis à Beau-Séjour. En présence d'Aimé Yembi, directeur de cabinet du maire de Libreville, la représentante de l'Onusida, Inge Tack, la coordinatrice des programmes de l'Organisation panafricaine de lutte contre le sida (Opals), Anais Noll Mbina, le directeur de cette structure sanitaire, Zacharie Mfourou et le personnel soignant.

Sur l'importance de cette dotation, le Dr Zacharie Mfourou a indiqué que l'appareil vient en renfort au traitement du



Réception de l'appareil par le directeur de l'hôpital, Zacharie Mfourou (g) des mains du directeur de cabinet du maire de Libreville, Aimé Yembi.

VIH, en ce sens qu'il permettra la réalisation d'un bilan global au sein du laboratoire de cette structure hospita-

lière, dès la prescription de la mise sous anti-rétroviraux (ARV) ainsi qu'un suivi précis des effets du traitement sur le



Toutes les parties concernées par la problématique du VIH/Sida étaient présentes.

patient. Cet appareil CD4, don de la mairie de Libreville avec le soutien de celle de Paris, est indispensable à la prise en

charge des personnes vivant avec le VIH et facilite un meilleur suivi des personnes infectées. Il permet, entre

autres, de déterminer la résistance du système immunitaire et une mise sous traitement opportun.

La riposte à cette pandémie qui ne cesse de faire des ravages se manifeste de divers façon et à travers différents programmes mis en place. « En 2014, près de 69% des femmes enceintes vivant avec le VIH ont eu accès aux ARV pour prévenir la transmission de ce virus à leurs bébés, alors que cette couverture n'était que d'environ 26% en 2010 », a affirmé la représentante de l'Onusida.

Le responsable du laboratoire de l'hôpital égypto-gabonais a expliqué que le nouvel appareil peut être utilisé dans les zones urbaines et rurales sans difficulté.

Éducation/Campagne de propreté dans les écoles de la commune d'Owendo

Lancement de la caravane "J'aime Owendo"

C.O.

Owendo/Gabon

LA caravane de sensibilisation et d'éducation sur l'hygiène et la propreté dans les écoles primaires de la commune d'Owendo sous le slogan "J'aime Owendo", a été lancée, hier, par le maire de cette commune, Mme Jeanne Mbagou. Laquelle a rappelé qu'en sa qualité de président du Conseil municipal de cette agglomération, elle avait initié, il y a quelques années, l'opération "Owendo ville propre". D'où l'étendue, aujourd'hui, de cette campagne dans les établissements scolaires, afin d'apprendre aux enfants à tenir leur environnement sain.

« C'est à ce titre que la mairie est marraine du cabinet Descom Conseils pour lancer cette opération, qui s'étend dans toutes les écoles de notre



Le maire Jeanne Mbagou a donné le premier coup de balai de la caravane "J'aime Owendo".

cité... Vous savez, l'on dit que la propreté est la base de toutes

les conditions hygiéniques. C'est pour cela qu'il faut dire



Le maire, les responsables du cabinet Descom-Conseils et les élèves de l'école d'Awougou, où la campagne a été lancée.

aux enfants que l'insalubrité est un phénomène qu'il faut combattre», a expliqué le maire. Estimant que cette action qui n'est qu'un cours aux enfants, doit vivre dans l'esprit de ceux-là qui sont l'avenir de cette cité, et le mettre en

pratique dans tous leurs milieux.

A cet effet, l'édile d'Owendo a promis un don du matériel d'entretien aux établissements scolaires de sa commune, afin que leurs environnements soient tou-

jours tenus propres.

Pour le manager du cabinet Escom Conseils, Christ-Destin Biyamou, sa structure a démarré ce genre d'activité à Libreville, il y a quelques temps, avec le maire de Libreville, Rose Christiane Ossouka Raponda. Aujourd'hui, note-t-il, le but est de ramener l'action vers les établissements scolaires d'Owendo par l'hygiène scolaire, à travers le nettoyage des écoles comme souhaité par le maire Jeanne Mbagou.

« Le geste de Mme le maire a édifié les enfants, de telle sorte qu'ils vont grandir avec les bons comportements et l'esprit de garder leur environnement salubre », estime-t-il.

Et d'ajouter que cette caravane va se poursuivre jusqu'en juin prochain. Durant cette période, 54 établissements primaires publics et privés vont être sensibilisés sur la salubrité. « Éduquer les enfants, c'est assurer l'avenir », a conclu M. Biyamou.

Vient de paraître

"Francophonie et démocratie"

F.A.E.

Port-Gentil/Gabon

Au départ, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) créée le 20 mars 1970 à Niamey (Niger), partait d'une solidarité linguistique. Puis, elle va élargir son champ d'action et se transformer en Agence intergouvernementale de la Francophonie. Pourquoi et comment est-on passé de la francophonie "culturelle" à la francophonie "politique", et pour quels résultats ? C'est à ces principales questions que veut répondre Annie Flore A. Yogoulou Joly.

D'ABORD pourquoi ? Selon l'auteur, citant le préambule de la Charte de la Francophonie du 23 novembre 2005, "compte tenu des mu-

tations historiques et des grandes évolutions politiques, économiques, technologiques et culturelles qui marquent le XXe siècle", la francophonie a dû « se donner une dimension politique et diplomatique, dans le but de renforcer son autorité et son influence au service d'une grande et remarquable cause : la démocratie, conduisant somme toute à la paix car étant fortement liée. »

Comment la francophonie va-t-elle atteindre ces idéaux ?

En s'institutionnalisant à travers les sommets francophones dont le premier, tenu en 1986, à Versailles (France), sous François Mitterrand, révèle la dimension politique de la francophonie. Au fil des sommets, cette dimension va s'affirmer. En particulier, au huitième sommet, tenu en 1999, à Moncton (Canada), « l'Agence de la Francophonie se voit ainsi confier la fonc-



Photo : DR

tion d'observatoire de la démocratie. »

Un symposium se tiendra sur le sujet à Bamako (Mali).

De la déclaration dite de Bamako qui en découle, il ressort que "la démocratie devient le critère essentiel des États et gouvernements membres. C'est la condition nécessaire pour demeurer au sein des instances de la Francophonie. Ce critère, dit autrement, est un engagement pris par les États et Gouvernements membres de la Francophonie. « Quand la démocratie, les droits de l'Homme et les libertés ne sont pas respectés, le pays membre dans lequel ces violations sont observées, peut-être mis à l'écart », affirme l'auteur.

La Francophonie s'est donc donnée des moyens au service de la démocratie. Mais ceux-ci ne sont pas que coercitifs. C'est ainsi qu'elle peut mobiliser des moyens financiers auprès d'organisations internationales, afin de financer des programmes tendant à renforcer la démocratie dans les pays mem-

bres, ou encore financer des dotations en équipements et en matériels pour un certain type de structures spécifiques qui entrent dans le cadre de la promotion de la démocratie (associations de journalistes, médias...).

Au terme d'un volumineux travail de plus de deux cents pages, agrémenté d'une bibliographie fort documentée et d'annexes regroupant la Charte de la Francophonie, les cartes des États et Gouvernements de la Francophonie, la liste des sommets et les déclarations et résolutions les plus significatives, l'auteur admet volontiers que « la démocratie et ses corollaires ne sont jamais définitivement atteints. »

La démocratie, dit-elle, est peut-être une utopie, mais il y a lieu d'éduquer. Car pour l'auteur, « l'éducation est le principal outil de transmission des valeurs démocratiques, des droits de l'Homme et de l'Etat de droit. »